



MARCHÉS DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

**Travaux de démolition des anciens bâtiments militaires et renaturation du site de
ROQUEJALERE**

En Forêt Domaniale des FENOUILLEDES - Commune d'EUS (66500)

5 - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

MARCHÉ A PROCÉDURE ADAPTÉE

(Passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

MARCHÉ N° 2025 - 8760 - 06

Objet de la consultation

Le présent marché concerne l'exécution de travaux relatifs à la démolition d'anciens bâtiments militaires et de renaturation du site de Roquejalère situé en Forêt Domaniale des Fenouillèdes sur le territoire communal d'Eus (66500).

Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Midi Méditerranée / Agence Territoriale Ariège – Aude – Pyrénées Orientales, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 01305, dont le siège est 61 avenue Georges GUILLE CS20055 11890 CARCASSONNE Cedex 09.

Personne signataire du marché

La personne signataire du marché et la personne en charge du suivi et de l'exécution du marché est Monsieur Stéphane VILLARUBIAS, Directeur de l'Agence Territoriale Ariège – Aude – Pyrénées Orientales, 61 avenue Georges GUILLE CS20055 11890 CARCASSONNE Cedex 09.

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET, LOCALISATION, NATURE ET VOLUME DES TRAVAUX.....	3
1-1 <i>Objet du marché.....</i>	<i>3</i>
ARTICLE 2 – DISPOSITIONS COMMUNES A L'EXECUTION DE L'ENSEMBLE DES TRAVAUX.....	3
2.1 <i>Situation et implantation-.....</i>	<i>3</i>
2.2 <i>Documents à fournir par l'entrepreneur-</i>	<i>5</i>
2.3 <i>Connaissance du site des travaux-</i>	<i>5</i>
2.4 <i>Installations de chantier-</i>	<i>5</i>
2.5 <i>Relations de l'entreprise avec le maître d'œuvre-</i>	<i>5</i>
2.6 <i>Contrôle de la cadence d'exécution des travaux-</i>	<i>5</i>
2.7 <i>Règlements et normes-</i>	<i>6</i>
2.8 <i>Matériaux et fournitures-.....</i>	<i>6</i>
2.9 <i>Contrôles-</i>	<i>6</i>
2.10 <i>Responsabilité de l'entrepreneur-.....</i>	<i>6</i>
2.11 <i>Description des ouvrages – détermination et prise en compte-</i>	<i>6</i>
2.12 <i>Conditions générales d'exécution des travaux-</i>	<i>7</i>
2.12-1 - <i>Programme d'exécution des travaux.....</i>	<i>7</i>
2.12-2 - <i>Périodes d'exécution des travaux</i>	<i>8</i>
2.12- 3 - <i>État des lieux.....</i>	<i>8</i>
2.12-4 - <i>Voie d'accès</i>	<i>8</i>
2.12-5 - <i>Mesures de sécurité</i>	<i>8</i>
2.12-6 - <i>Contrôle et suivi des travaux</i>	<i>9</i>
2.12-7 - <i>Respect des réseaux et des ouvrages</i>	<i>10</i>
2.12-8 - <i>Respect de l'environnement.....</i>	<i>10</i>
2.12-9 - <i>Conditions particulières</i>	<i>11</i>
ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES TRAVAUX	12
3.1 – <i>débroussaillage préalable aux travaux de démolition</i>	<i>12</i>
3.2– <i>Traitement de déchets amiantés</i>	<i>12</i>
3.3 – <i>déconstruction et démantèlement de bâtiments</i>	<i>13</i>
3.4 – <i>déconstruction et démantèlement des annexes.....</i>	<i>14</i>
3.5 – <i>déstructuration du revêtement bitumineux.....</i>	<i>16</i>
3.6 – <i>comblement des fosses et terrassements de parachèvement</i>	<i>16</i>
3.7 – <i>travail paysager sur escalier central</i>	<i>17</i>
ARTICLE 4 – PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE 1 – EVACUATION DU REVETEMENT BITUMINEUX.....	17
ARTICLE 5 – ANNEXES	18
5.1. <i>ANNEXE 1 : Plans de situation et plan de masse.....</i>	<i>18</i>
5.2. <i>ANNEXE 2 : Rapports de mission Amiante-Plomb.....</i>	<i>18</i>
5.3. <i>ANNEXE 3 : Rapports de mission Amiante / HAP pour revêtement bitumineux.....</i>	<i>18</i>

ARTICLE 1 – OBJET, LOCALISATION, NATURE ET VOLUME DES TRAVAUX

1-1 Objet du marché

Le présent marché concerne, l'exécution de travaux relatifs à la démolition d'anciens bâtiments militaires et de renaturation du site de Roquejalère situé en Forêt Domaniale des Fenouillèdes sur le territoire communal d'Eus (66500).

Globalement, les travaux consistent :

- ✚ A un débroussaillage préalable du chantier avant démantèlement ;
- ✚ Au démantèlement total de 5 bâtiments (numérotés de 1 à 5) dont 4 qui présentent des éléments spécifiques pollués à l'amiante ou au plomb (cf annexes jointes) ;
- ✚ Au démantèlement de 9 annexes (numérotées de A à I) ;
- ✚ Au nettoyage et évacuation de déchets ménagers en déchetterie ;
- ✚ A la scarification du revêtement bitumineux (et évacuation du site de ce revêtement en Prestation Supplémentaire Eventuelle 1)
- ✚ A des travaux de terrassements de parachèvement ;

Le prestataire choisi établira avant intervention un plan de démolition comprenant :

- ✚ Plan des ouvrages démolis (conforme au présent document)
- ✚ Définition des zones d'implantation des bennes avec classification (métal ; déchets ménagers ; bois voire aussi pour les matériaux inertes de déconstruction)
- ✚ La classification des déchets de chantiers prenant en compte la catégorie des déchets
- ✚ Le recensement des filières de traitement existantes et prévues qui recevront les déchets
- ✚ Les exemplaires type des bordereaux de mise en décharge appropriés.

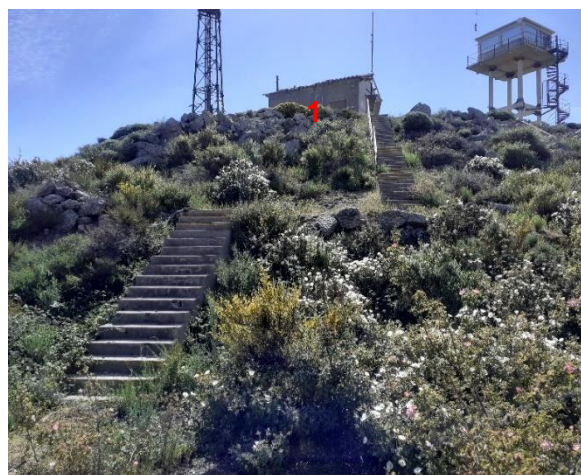
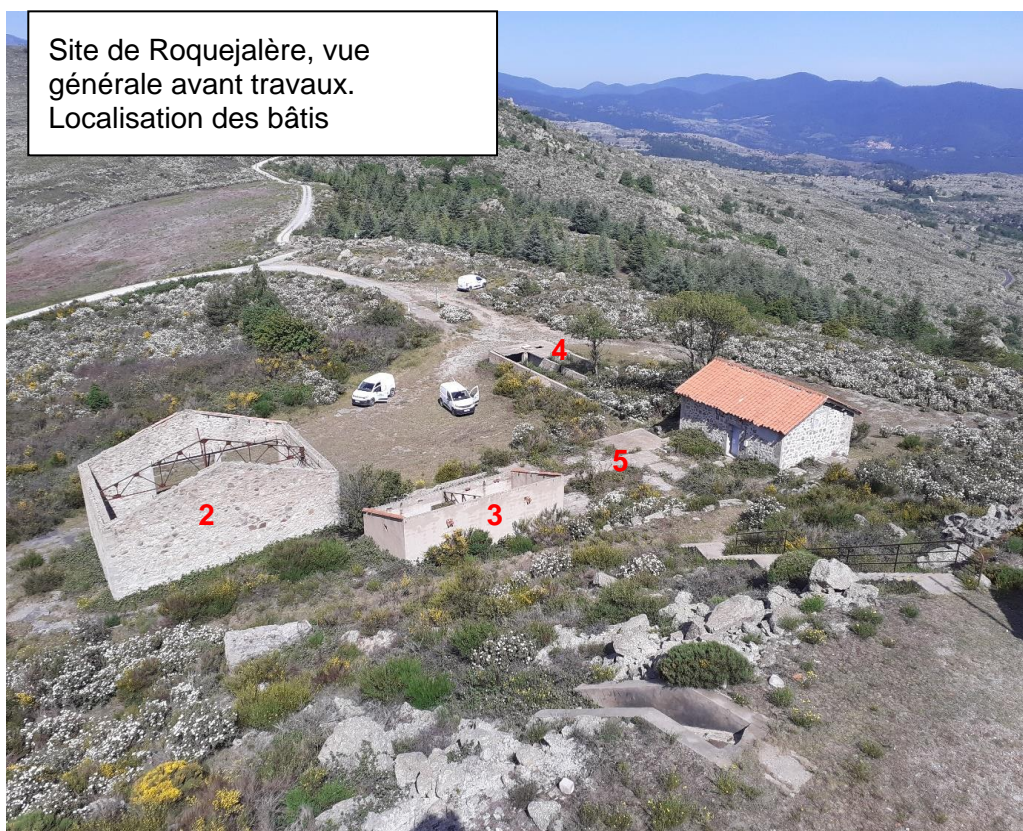
ARTICLE 2 – DISPOSITIONS COMMUNES A L'EXECUTION DE L'ENSEMBLE DES TRAVAUX

2.1 Situation et implantation-

Le plan de situation des travaux annexé au présent CCTP.

Le volume des travaux le plus important se situe au niveau des 5 bâtiments à démanteler numérotés de 1 à 5. La planche photos ci-après montre ces bâtiments et la numérotation.

Site de Roquejalère, vue générale avant travaux.
Localisation des bâtis



Structures en acier présentes dans
le bâtiment n° 2 à évacuer



2.2 Documents à fournir par l'entrepreneur-

Désignation des documents	Délai
Programme et planning détaillé du chantier et confirmation des éléments fournis dans le cadre du mémoire technique fourni avec la réponse.	15 jours à compter de la date de notification du marché.

2.3 Connaissance du site des travaux-

Préalablement, à la remise de son offre, l'entrepreneur est réputé avoir :

- ☐ Suivi les visites du site mentionnées au Règlement de la Consultation, ou avoir pris connaissance des lieux.
- ☐ Pris connaissance de tous les documents utiles à la réalisation des travaux,
- ☐ Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des travaux, leur importance et leurs particularités,
- ☐ Procédé à une visite détaillée de terrain et pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives au lieu des travaux, aux accès et abords, à la topographie et à la nature des terrains pour l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier.

2.4 Installations de chantier-

L'entrepreneur pourra installer son chantier dans l'emprise des terrains gérés par le Maître de l'ouvrage, ou pourra proposer toute autre solution avec l'accord des autres éventuels propriétaires concernés et du maître d'œuvre, l'Office National des Forêts.

2.5 Relations de l'entreprise avec le maître d'œuvre-

L'entrepreneur entretiendra une relation étroite avec le maître d'œuvre en ce qui concerne :

- ☐ Le recueil des informations utiles à la bonne exécution des travaux,
- ☐ Les erreurs ou omissions relevées dans les documents contractuels,
- ☐ Toute demande de modification ou d'extension des travaux pressentie par l'entrepreneur,
- ☐ Les réunions hebdomadaires de chantier.

Le maître d'œuvre a seule qualité pour décider des suites à donner, après concertation avec le maître d'ouvrage, et se réserve le droit de modifier les travaux à sa propre initiative ou sur proposition de l'entrepreneur en fonction de la situation rencontrée.

Le maître d'œuvre se réserve le droit d'arrêter sur le champ le chantier si les règles de sécurité n'étaient pas respectées. Dans ce cas, les travaux seraient interrompus jusqu'à ce que l'entrepreneur mette le chantier en conformité avec les règles de sécurité.

L'entrepreneur ne peut prétendre à aucune indemnité ni délai d'exécution supplémentaire en dehors des conditions fixées dans le dossier de marché.

L'entrepreneur devra disposer en permanence d'un matériel de secours prêt à fonctionner et adapté au chantier.

2.6 Contrôle de la cadence d'exécution des travaux-

A l'intérieur des délais prévus au planning prévisionnel des travaux, le Maître d'œuvre exerce tout contrôle des

cadences d'exécution qu'il juge utile et prescrit toute modification des équipements en matériels et personnels qu'il juge propre à rattraper les retards éventuels, sans que la responsabilité de l'entrepreneur ne s'en trouve déchargée pour autant.

2.7 Règlements et normes-

Outre les différents C.C.T.G. Applicables aux travaux du présent marché, les documents suivants serviront de référence pour le calcul, l'exécution et le contrôle des ouvrages et devront être respectés :

Les documents techniques unifiés (D.T.U.) valables à la date du présent marché,

Les normes françaises A.F.N.O.R.

Le présent CCTP a pour objet de préciser celles implicitement applicables des « règles de l'art » et contenues dans les documents suivants :

Le cahier de clauses techniques générales (CCTG), avec en particulier :

- *Le fascicule n° 2 « terrassements généraux »*

Il est rappelé par ailleurs que le Cahier des Clauses Administratives Générales 2021 applicables aux marchés publics de travaux s'applique totalement.

2.8 Matériaux et fournitures-

Sans objet dans le cadre du présent marché.

2.9 Contrôles-

Réalisés en cours de chantier et aussi a posteriori, ils viseront à vérifier :

- La bonne exécution des terrassements et équipements conformément au présent C.C.T.P. Par application des 4 derniers alinéas de l'article 15.2 du fascicule 25 du C.C.T.G., le maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à des relevés topographiques contradictoires, si nécessaire. Ces contrôles sont exécutés aux frais du maître d'ouvrage.
- L'état d'entretien apparent des matériels. Si cet état appelle des réserves de la part du maître d'œuvre (fuite d'huile...), celui-ci les notifie à l'entrepreneur sans pour autant en interdire l'emploi. Si par la suite, il est constaté un fonctionnement défectueux de certains matériels, notamment de ceux ayant fait l'objet de réserves, le maître d'œuvre peut imposer l'arrêt de l'atelier, jusqu'à ce que l'entrepreneur ait procédé aux améliorations ou aux remplacements nécessaires.
- L'entrepreneur n'a droit à aucune indemnité pour l'immobilisation de son matériel et de son personnel, quelle que soit la durée de l'arrêt.

2.10 Responsabilité de l'entrepreneur-

Pendant la durée des travaux et du délai de garantie, l'Entrepreneur reste responsable :

- De tous les éboulements qui pourraient survenir,
- De tous les dommages que pourraient éprouver les ouvrages,
- Des détériorations survenant aux ouvrages de toute nature du fait de l'exécution des travaux,
- De tous les accidents que l'exécution des travaux pourrait causer à des tiers.

A ce titre l'entrepreneur veillera à ne pas laisser le chantier, en fin de journée, dans un état susceptible de créer des nuisances ou des risques pour la sécurité des tiers, et assurera la signalisation et la protection permanente du chantier.

Toutes responsabilités, tels délits forestiers, police de l'eau et de l'environnement, assurance des ouvriers et des tiers à l'occasion des travaux, sont à la charge de l'entrepreneur.

2.11 Description des ouvrages – détermination et prise en compte-

La pièce n°4 : "détail estimatif valant détail quantitatif et estimatif et bordereau des prix unitaires" fixe, pour chaque type d'ouvrage prescrit par le marché :

1. La nature et les caractéristiques qualitatives des prestations entrant dans la définition du type d'ouvrage à réaliser, en référence expresse aux documents techniques annexes et de référence, correspondant aux modalités particulières d'exécution précisées dans le présent document,
2. L'unité de prise en compte pour la mesure des quantités réalisées,
3. Le prix unitaire ou forfaitaire contractuel à appliquer aux quantités réalisées,
4. La quantité prévisionnelle à réaliser par type d'ouvrage à réaliser,
5. Le montant total des travaux prévu par type d'ouvrage à réaliser.

Le détail estimatif valant bordereau des prix unitaires vaut valeur contractuelle.

La définition, en cours de réalisation des travaux, d'un type d'ouvrage nouveau, la modification de la définition d'un type d'ouvrage prévu ou la modification d'une quantité prévisionnelle initiale, feront l'objet d'un avenant au contrat de travaux initial.

Sauf acceptation par l'entrepreneur, les modifications quantitatives ou qualitatives ainsi opérées ne pourront dépasser les limites fixées en la matière par le C.C.A.G.-Travaux 2021 ;

La prise en compte, pour chaque type d'ouvrage réalisé, s'effectuera par constatation contradictoire avec l'entrepreneur en réunion de chantier, au cours de laquelle le maître d'œuvre procédera :

- 1 - à la vérification de la conformité de chacun des ouvrages du type considéré
- 2 - à la mesure des quantités des ouvrages réalisés et reconnus conformes.

Ces vérifications et mesures s'effectueront selon les modalités particulières prévues, le cas échéant dans le présent document et seront enregistrées dans le compte-rendu de la réunion de chantier ou dans un constat annexé à celui-ci pour valoir attachement.

2.12 Conditions générales d'exécution des travaux-

2.12-1 - Programme d'exécution des travaux

L'entrepreneur devra présenter à l'approbation du maître d'œuvre, dans les délais stipulés au C.C.A.P., le programme d'exécution des travaux et les mesures générales qu'il entend prendre à cet effet comportant :

- L'état prévisionnel des moyens humains et matériels mis en œuvre (remis avec l'offre),
- Les caractéristiques et la provenance des matériaux et des fournitures utilisés (remis avec l'offre),
- Les notices explicatives / modes opératoires retenus se rapportant aux phases du chantier définies dans le règlement de consultation (remis avec l'offre),
- Le planning prévisionnel d'exécution des travaux,
- Le descriptif des dispositions provisoires de protection que l'entrepreneur se propose de prendre pour assurer la sécurité des tiers, biens et voies pouvant être menacés par l'activité du chantier,
- Le descriptif des dispositions que l'entrepreneur se propose de prendre pour assurer la surveillance et la signalisation du chantier,
- Le descriptif des mesures que l'entrepreneur se propose de prendre au titre de la sécurité et de la protection de la santé (plan de prévention "hygiène et sécurité"),
- Les coordonnées du responsable de chantier,
- Les conditions de remise en état des lieux.

Le cas échéant, selon les caractéristiques du chantier :

- Le projet des installations de chantier,
- Les documents demandés en cas de désignation d'un coordonnateur de travaux en matière de sécurité et de protection de la santé.

L'entrepreneur présentera en temps utile les modifications qu'il y aura lieu d'apporter à ce programme pendant la durée des travaux, après concertation et validation par le maître d'œuvre.

Compte tenu de la situation particulière du site et de son exposition notamment face aux risques incendies, mais aussi de la période des travaux envisagée, l'entreprise aura en permanence à disposition sur chantier une réserve incendie de 1m³ minimum pour prévenir et combattre les éventuels départs de feu liés au chantier.

2.12-2 - Périodes d'exécution des travaux

L'ordre des opérations sera indiqué par le maître d'ouvrage en fonction de ses priorités.

Les travaux sont interdits les samedis, dimanches et les jours fériés légaux.

Par ailleurs, le maître d'œuvre pourra interrompre les travaux en cas de mauvaises conditions atmosphériques, incompatibles avec une bonne exécution des travaux ou avec les exigences de sécurité. Le Maître d'œuvre sera seul juge dans l'appréciation des conditions climatiques défavorables et il constatera par ordre de service l'arrêt du chantier.

En cas d'interruption de ce genre, l'entrepreneur ne pourra élever aucune réclamation ni demander une quelconque indemnité ; le délai d'exécution sera toutefois prolongé d'un temps égal à la durée de l'interruption.

Les travaux ne pourront commencer avant le 1^{er} septembre 2025 et devront être achevés au plus tard le 31 novembre 2025.

2.12- 3 - État des lieux

Avant tout commencement de travaux, un constat d'état des lieux est établi en présence de l'entrepreneur et du représentant du maître d'ouvrage. A cette occasion seront reconnues les voies d'accès au chantier, les réseaux et équipements divers, les zones de sensibilité écologique.

2.12-4 - Voie d'accès

L'entrepreneur devra préalablement obtenir toutes les autorisations nécessaires et respecter la réglementation existante.

Les frais relatifs aux divers transports sur le chantier (quel que soit le moyen utilisé) sont compris dans les prix de fourniture des matériaux.

Un état des lieux sera établi au commencement des travaux, les dégradations éventuelles sur les routes forestières seront à la charge de l'entrepreneur. L'entreprise prendra toutes les précautions afin de limiter les chutes de matériaux ou dépôts de boues sur les voies publiques empruntées par son matériel.

Elle effectuera en permanence les nettoyages et brossages nécessaires à la sortie du chantier ou des aires de stockage ainsi que le lavage des pneus des engins et camions. Les dépenses correspondantes sont entièrement à sa charge.

La circulation des engins à chenille sur les routes asphaltées est interdite. Cette mesure ne porte pas préjudice à l'obligation de réparer les détériorations commises même en observant cette clause. De même la circulation des engins sur les routes revêtues ou empierrées est assujettie aux précautions d'usage avec obligation de réparer les dommages.

2.12-5 - Mesures de sécurité

Il est rappelé que les mesures relatives à la protection de la santé des personnels travaillant sur le chantier sont de la

responsabilité de l'entrepreneur en sa qualité d'employeur.

A ce titre, il lui appartient de prendre toutes les mesures, conformément à la législation du travail en vigueur (hygiène et sécurité, protections individuelles ou collectives, signalisation et protection permanente du chantier,) et de rappeler à son personnel toutes les règles générales et particulières de sécurité, législatives et réglementaires.

Il devra plus particulièrement donner les instructions nécessaires et prendre toutes les dispositions concernant la sécurité des intervenants : aménagement et sécurisation des zones de travail et des cheminements à l'intérieur du chantier.

L'entrepreneur devra être en mesure, si cela lui est demandé par le maître d'œuvre, de présenter avant le début des travaux son plan de prévention "hygiène et sécurité », et ce dans un délai de 15 jours à compter de la notification en 1 exemplaire papier au maître d'ouvrage et 1 exemplaire papier au maître d'œuvre, couplés à un envoi sous format informatique.

L'entrepreneur devra signaler son chantier spécifiant entre autres qu'il sera interdit au public. La signalisation appropriée devra être mise en place par l'entrepreneur dès le début du chantier. A minima, des panneaux « Accès interdit » et des barrières matérialisant cette interdiction devront être posés (y compris week-ends et jours fériés). Dans le cas où un coordonnateur S.P.S. serait désigné, ces dispositions sont susceptibles d'être renforcées.

Il est tenu de mettre en œuvre dans les plus brefs délais, sans que celles-ci ne puissent faire l'objet d'une rémunération ou d'une plus-value complémentaire, les prescriptions qui peuvent lui être désignées à ce titre par le maître d'œuvre ou son représentant, ou par le coordinateur S.P.S. si ce dernier a été désigné par le maître d'ouvrage.

Les coordonnées des organismes de secours devront être connues du personnel.

L'ensemble de ces sujétions est compris dans les prix du marché.

2.12-6 - Contrôle et suivi des travaux

Des réunions de chantier hebdomadaires donnant lieu à des comptes rendus du maître d'œuvre seront programmées.

L'entrepreneur sera tenu de désigner avant le commencement des travaux un représentant chargé de la conduite de travaux et ayant les pouvoirs de prendre, sans retard, les décisions nécessaires.

Il devra se conformer à toutes les instructions, éventuellement mises sous forme de comptes rendus de visite ou d'ordres de service écrits, du maître d'œuvre ou de son représentant. Ce dernier pourra à tout moment ordonner les prélèvements destinés au contrôle.

Dans le cas d'une exécution non conforme aux prescriptions techniques générales et particulières, le responsable du suivi des travaux procédera à tout moment à l'arrêt immédiat des travaux.

Afin de permettre une communication suivie et efficace entre le responsable du suivi des travaux et les personnels présents sur le chantier, il est nécessaire qu'une personne au moins de l'équipe présente sur place parle français. En cas de non-présence permanente de cette personne, le responsable du suivi des travaux pourra demander la suspension de l'exécution du chantier.

Les points d'arrêt de chantier nécessitant le contrôle obligatoire des travaux effectués par le représentant du maître d'œuvre, avant toute continuation des travaux, sont définis comme suit :

- Reconnaissance contradictoire du chantier, de l'état des lieux et de l'implantation exacte des travaux par visite préliminaire,
- Reconnaissance contradictoire des fournitures,
- Visite préalable aux opérations de réception des travaux.

Il appartient à l'entrepreneur d'aviser le représentant du maître d'œuvre de la nécessité d'une visite de chantier avant passage à la phase suivante, dans un délai minimum de deux jours avant la fin prévisible de ces phases de travaux.

D'autres visites de chantier pourront être provoquées par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.

Le contrôle final de bonne exécution des prestations demandées sera fait à la demande de l'entrepreneur avant le repli définitif du matériel et du personnel.

2.12-7 - Respect des réseaux et des ouvrages

L'Entrepreneur se renseignera auprès du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre sur l'existence ou non d'ouvrages souterrains ou aériens. Dans le cas de présence d'ouvrage, il fera la demande de renseignements à chaque exploitant (formulaire DICT réglementaire) et se conformera à leurs exigences éventuelles.

L'entrepreneur prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne soit causé aux canalisations ou conduites de toutes sortes rencontrées pendant l'exécution des travaux, ainsi qu'aux ouvrages d'art existants. Il est précisé, notamment, qu'il prendra toutes les mesures nécessaires pour le soutien de ces canalisations ou conduites, étant entendu qu'en aucun cas les dispositifs adoptés pour réaliser ce soutien ne prendront appui sur les étrésillons des étalements ou blindages des fouilles.

L'entrepreneur ne sera pas admis à présenter des réclamations de quelque nature que ce soit, du fait que le tracé ou l'emplacement imposé par les ouvrages l'obligerait à prendre des mesures de soutien de canalisations ou de conduites sur quelques longueurs qu'elles puissent s'étendre.

2.12-8 - Respect de l'environnement

Les travaux concernant les aménagements situés dans un cours d'eau (ponts, passages busés, aqueducs, création de retenues...) Nécessitent le respect par l'entrepreneur des prescriptions établies au titre de la loi sur l'eau et notamment :

- Respect des périodes d'interdiction éventuelles,
- Les travaux à réaliser ne doivent pas faire obstacle à la libre circulation des poissons, modifier ou approfondir le lit du cours d'eau,
- Les opérations de travaux ne doivent pas déverser dans le lit du cours d'eau les laitances de béton et les eaux de lavage des toupies, générer des pollutions superficielles ou souterraines par rejet d'huiles, d'hydrocarbures ou d'autres substances nocives, rejeter des matières en suspension (M.E.S) dans le lit du cours d'eau. De ce fait des mesures préventives peuvent être exigées à l'aval du chantier dans le but de capter et d'isoler les M.E.S,
- En cas d'accident ou d'incident dont l'impact est prévisible sur le milieu, informer le service de la police de l'eau à la Direction Départementale des Territoires et le cas échéant le service départemental de l'Office Français de la Biodiversité.

Il est fait interdiction à l'entrepreneur de rejeter sur le chantier des résidus de nature à polluer les eaux. Toutes les mesures devront être prises afin d'éviter tout risque de fuite des matériels utilisés sur le chantier. La totalité des matériaux usagés et des ordures de toute nature produites par le chantier sera triée sélectivement (métaux, huiles...) et évacuée sans délai par l'entrepreneur dans les lieux de traitement réglementaires adaptés au type de déchets (ISDND pour les déchets non dangereux, filières agréées pour les déchets dangereux...). A défaut, il y sera pourvu par le maître d'ouvrage à la charge de l'entrepreneur, après notification. Les frais engagés par le maître d'ouvrage dans ce cadre, seront déduits des mémoires présentés par l'entrepreneur.

L'entrepreneur devra tenir à disposition du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre tout document attestant de l'élimination en filière réglementaire de ses déchets (tickets de pesée, bons de traitement...).

L'incinération des produits est proscrite sur le chantier.

L'entrepreneur devra, sous sa responsabilité et à ses frais, organiser le chantier de manière à canaliser les eaux de toute nature : eaux pluviales, d'infiltration, de source, torrentielle ou de nappe aquifère, etc.... et à ne pas intercepter, entraver ou gêner les écoulements naturels notamment à l'égard des propriétaires des fonds inférieurs. La qualité des eaux sera altérée aussi peu que possible par les travaux. L'entrepreneur demeure tenu de mettre en œuvre toutes les solutions techniques possibles et de respecter un calendrier d'intervention adapté pour réduire le plus possible les nuisances sur la qualité de l'eau. Son attention est particulièrement appelée sur la nécessité de mettre à profit les périodes sèches et de basses eaux pour la réalisation des ouvrages d'art et les terrassements. Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de suspendre l'exécution des travaux de toute sorte dans les cours d'eau dès lors qu'il estimerait que ces travaux auraient des conséquences néfastes sur la qualité des eaux. Dans cette hypothèse, l'entrepreneur s'interdit d'invoquer cette période de suspension des travaux pour demander une prorogation du délai de réalisation des travaux. Cette mesure de suspension des travaux dont dispose le Maître d'Œuvre ne saurait exonérer l'entrepreneur de sa responsabilité en matière de police des eaux dans le cas où l'autorité compétente viendrait à intenter une action en justice ou transactionnelle à son encontre.

Il en est de même dans le cas où les travaux auraient été réalisés durant une période pendant laquelle le Maître d'Œuvre n'aurait pas jugé opportun de prononcer la suspension des travaux.

L'entrepreneur ne pourra élever aucune réclamation auprès du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre ni prétendre à aucune indemnité en raison de la gêne et de l'interruption de travail, de perte de matériaux ou tous autres dommages qui pourraient résulter des arrivées d'eau consécutives aux phénomènes atmosphériques ou torrentiels. L'entrepreneur demeurerait seul responsable de l'aggravation des dégâts causés par un phénomène torrentiel en relation avec l'entraînement de matériaux de toute nature qu'il aurait stockés sur les berges des torrents.

2.12-9 - Conditions particulières

- 1° Les conditions qui précèdent ne sont pas limitatives. L'Entrepreneur devra donc se conformer à toutes les règles de l'art, même si elles ne lui sont pas rappelées.
- 2° Les travaux seront exécutés dans l'ordre prescrit par le Maître d'œuvre.
- 3° Le Maître d'œuvre n'est pas tenu de se conformer rigoureusement à l'avant-métré des travaux à réaliser. Il se réserve le droit d'y apporter toutes modifications qui lui apparaîtront nécessaires en cours d'exécution, en respectant les prix du marché.
- 4° Il ne sera accordé à l'Entrepreneur aucune indemnité pour le droit de passage, de carrière, de décharge et tout autre qu'il aurait à payer à l'occasion des travaux, les frais en l'espèce étant compris dans le prix.
- 5° L'Entrepreneur utilisera les chemins d'accès existants. Il les maintiendra à ses frais dans l'état où ils se trouvaient au moment de la passation du marché ou de la réception partielle pour les tronçons déjà réalisés. Il ne pourra ouvrir de nouvelles voies d'accès qu'avec l'accord du Maître d'œuvre selon un tracé agréé par celui-ci.
- 6° Les indemnités pour réparation des dégradations causées aux voies publiques et privées, ou ouvrages divers en aval du chantier, du fait des travaux, seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.
- 7° L'entrepreneur aura en permanence sur le chantier un représentant qualifié pour recevoir et faire exécuter les ordres ou observations du Maître d'œuvre.

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES TRAVAUX

3.1 – débroussaillage préalable aux travaux de démolition

3.1.1 Quantités-dimensionnement

Les travaux de débroussaillage préalables consistent à nettoyer les zones de travaux de toutes les végétations ligneuses ou semi-ligneuses sur une surface de l'ordre de 3000 m².

3.1.2 Mode opératoire -Prescriptions techniques

Les travaux de débroussaillage sur la zone de travaux **n'ont pour objectif que de préparer les travaux de démantèlement** et permettre aux engins de chantier et véhicules divers de travailler proprement.

Ce débroussaillage est non systématique car certaines zones ne sont pas concernées par le débroussaillage (bâtiments, zones revêtues ou zones vierges de toute végétation). Les broyats résultant de cette opération sont laissés sur place.

3.1.3 Mode d'évaluation et prise en compte

Les travaux, tels que décrits au présent article, font l'objet du prix unitaire n° 2 du Détail estimatif. Ce prix s'applique au **forfait**.

3.2– Traitement de déchets amiantés

3.2.1 Quantités-dimensionnement

Les travaux de démantèlement sur les bâtiments ciblés ont fait l'objet de diagnostics préalables. Dans les bâtiments à démanteler (numérotés de 1 à 5), seuls quatre bâtiments 1,2,3,4 sont concernés.

Les diagnostics sur les quatre bâtiments concernés se trouvent en annexe du présent CCTP.

Concernant l'amiante, le diagnostic est effectué dans le cadre de la norme NF X 46-020 Aout 2017, et porte sur les composants de la liste C définis dans l'annexe 13-9 au code de la santé publique.

Ces parties des bâtiments concernées sont à isoler et à évacuer avant le démantèlement des bâtiments à proprement parler.

3.2.2 Mode opératoire -Prescriptions techniques

Les travaux de dépose de matériaux contenant de l'amiante nécessitent des dispositions particulières doivent être prises afin de limiter les émissions de fibres.

Notamment, il convient de mettre en œuvre des techniques visant autant que faire se peut à la déconstruction c'est-à-dire au processus inverse de celui de la construction.

La dépose sans découpe ni casse doit être privilégiée.

Avant les travaux, le prestataire établit son plan de retrait et établit le BDSA (Bordereau de Suivi des déchets d'Amiante) sur le site TRACKDECHETS (plateforme <https://trackdechets.beta.gouv.fr/>) qui est le guichet unique de la déclaration et de la traçabilité des déchets à compter de mai 2025.

De manière générale pour la prestation désamiantage, les travaux consistent à :

- ✚ Amené et repli du matériel de désamiantage et de décontamination
- ✚ Amené et repli du matériel d'élévation et manutention éventuel
- ✚ Barriérage zone déchets, signalétique et balisage, installation unité de décontamination,
- ✚ Installation base vie pour la prestation désamiantage
- ✚ Chargement, transport des déchets en centre agréé (Centre de Stockage de Déchets Non Dangereux / Centre de Stockage de Déchets Dangereux)
- ✚ Remise des BSDA et Dossier des Ouvrages Exécutés (TRACKDECHETS)

3.2.3 Mode d'évaluation et prise en compte

Les travaux, tels que décrits au présent article, font l'objet du prix unitaire n° **3** du Détail estimatif. Ce prix s'applique au **forfait**.

3.3 – déconstruction et démantèlement de bâtiments

3.3.1 Quantités-dimensionnement

Les travaux de démantèlement des **bâtiments 1,2,3,4 et 5** (voir la planche photos de la page 4 ci-avant) visent l'objectif de la destruction totale de ceux -ci et de l'évacuation des matériaux issus de ces démolitions dans le but de permettre des travaux de terrassements de parachèvement. Cette phase de démantèlement intervient une fois l'opération désamiantage tel que décrite au paragraphe précédent sera achevée.

3.3.2 Mode opératoire -Prescriptions techniques

Pour le démantèlement des bâtiments, le prestataire s'oriente vers une déconstruction sélective, avec un pré -tri des déchets selon la méthodologie suivante (ou variante proposée par le prestataire et validée au préalable par le maître d'œuvre) et bien évidemment après désamiantage.

Benne sélective	Métaux	Bois	Déchets inertes	Déchets ménagers non triés
Origine des déchets	Charpentes métalliques, huisseries métal non pollués, conduites, tôles, rambardes des escaliers	Charpente bois, Mains courantes, fenêtres, blocs portes, liège étanchéité, encadrements bois, plinthes bois	Gravats, bétons, Carrelage, Céramique Graviers, bétons armés et pierres de taille	Bouteilles plastiques, déchets ménagers divers, verre

Le prestataire fera son affaire sur l'évaluation des volumes à traiter et par conséquent des volumes des bennes (ou du nombre de bennes).

De manière générale, la déconstruction sélective des bâtiments s'organise dans un premier temps par la dépose des toits ou structures de charpentes.

Dans un second temps par le démantèlement des murs jusqu'aux dalles.

Enfin, la démolition du dallage et des fondations inclut aussi tous les ouvrages éventuels incorporés ou situés sous Celui-ci. Les gravats seront chargés et évacués à la décharge publique y compris toutes sujétions de frais afférents (Installation d'une benne).

Dans le détail estimatif valant BPU/DQE, il est mentionné à **titre indicatif** le volume des déchets inertes.

Il est à noter également dans le bâtiment repéré 2 les deux structures métalliques à évacuer (avec démantèlement préalable le cas échéant).

N° des bâtiments ou autres bâtis	dimension des ouvrages	Volume estimatif en m3	Observations
1	longueur cumulé 25 ml x 3,5m (hauteur moyenne) x épaisseur 0,30m = 25 m3 surface dalle: 5m x 7,5m x 0,20 m = 7 m3	34	batiment constitué de moellons béton, de briques de parement, d'éléments de charpente et d' huisseries bois
2	longueur cumulé 42 ml x 5m (hauteur moyenne) x 0,45 = 95 m3 surface Dalle : 9m x 12m x 0, 3m = 32 m3 volume Fosse : 15ml x 1,50m x 0,30m = 7m3	134	batiment en pierre de taille liée avec charpente métallique. Evacuation de 2 structures en acier. Comblement de la fosse avec pierres de taille.
3	longueur cumulé 29ml x 3 m (hauteur moyenne) x 0,3 m = 25 m3 surface dalle : 9m x 5,5m x 0.3 m = 15 m3	41	batiment en pierres de taille et charpente métallique.
4	Enlèvement préalable des déchets (majorité de plastique estimatif : 1m3) Démolition : 3 murs pour un total de 75 ml x 1,50m x 0.30m = 34 m3 Dalle béton 5m x 6.50m x 0,1 = 3 m3	37	batiment en béton armé. Evacuation des déchets présent (1 m³ estimé)
5	Terrasse démolition de la structure : 10m x 12m x 1m = 120 m3 La limite de démolition devant le bâtiment n°13 devra être strictement respectée afin de ne pas déstabiliser ce bâtiment qui restera en place.	120	terrasse en béton armé
		366	

3.3.3 Mode d'évaluation et prise en compte

Les travaux, tels que décrits au présent article, font l'objet du prix unitaire n° 4 du Détail estimatif pour ce qui concerne les déchets type **METAUX**. Ce prix s'applique au **forfait**.

Les travaux, tels que décrits au présent article, font l'objet du prix unitaire n° 5 du Détail estimatif pour ce qui concerne les déchets type **BOIS**. Ce prix s'applique au **forfait**.

Les travaux, tels que décrits au présent article, font l'objet du prix unitaire n° 6 du Détail estimatif pour ce qui concerne les déchets type **GRAVATS**. Ce prix s'applique au **forfait**.

Les travaux, tels que décrits au présent article, font l'objet du prix unitaire n° 7 du Détail estimatif pour ce qui concerne les déchets type **DECHETS MENAGERS**. Ce prix s'applique au **forfait**.

3.4 – déconstruction et démantèlement des annexes

3.4.1 Quantités-dimensionnement

Les travaux de démantèlement des **annexes A à I (soit 9 annexes)** visent l'objectif de la destruction totale de celles - ci et de l'évacuation des matériaux issus de ces démolitions dans le but de permettre des travaux de terrassements de parachèvement.

3.4.2 Mode opératoire -Prescriptions techniques

Pour le démantèlement des bâtiments, le prestataire s'oriente vers une déconstruction sélective, avec un pré -tri des déchets selon la même méthodologie que celle décrite au paragraphe précédent (ou variante proposée par le prestataire et validée au préalable par le maître d'œuvre). Le démantèlement des murs jusqu'aux dalles est prévu , puis intervient la démolition du dallage et des fondations qui inclut aussi tous les ouvrages éventuels incorporés ou situés sous Celui-ci. Les gravats seront chargés et évacués à la décharge publique y compris toutes sujétions de frais afférents.

Benne sélective	Métaux	Bois	Déchets inertes	Déchets ménagers non triés
Origine des déchets	Charpentes métalliques, huisseries métal non pollués, conduites, tôles, rambardes des escaliers	Charpente bois, Mains courantes, fenêtres, blocs portes, liège étanchéité, encadrements bois, plinthes bois	Gravats, bétons, Carrelage, Céramique Graviers, bétons armés et pierres de taille	Bouteilles plastiques, déchets ménagers divers, verre

Dans le détail estimatif valant BPU/DQE, il est mentionné à **titre indicatif** le volume des déchets inertes.

Il est à noter également que le gros des déchets ménagers se trouve dans les fosses repérées B et G.

N° des bâtiments ou autres bâtis	dimension des ouvrages	Volume estimatif en m3	Observations
A-I	Châssis pylône : volume A : 1,70m x 1,70m x 0,5 m = 1,5 m3 Volume I (estimé)=1 m ³	2.5	profondeur des fondations estimée
B-G	cuve en béton armé ouvrage B : 3m x 2m x 1,5m de profondeur ouvrage G : 3m x 2m x 1,5m de profondeur	4	Comblement de la fosse , volume estimatif de 7 m3, évacuation des déchets
C-D	ouvrage béton (C) en forme de U : 5,7m x 0,6m x 2 = 7 m3 ouvrage (D) Réceptacle béton : 3m x 3m x 1,2 m = 11 m3.	18	démolition et comblement des fouilles
E-F-H	Mur en pierre liée 10ml cumulé Démolition de la structure : 27 ml x 1m x 0,4m = 4 m3	12	démolition et comblement des fouilles
		36.5	

3.4.3 Mode d'évaluation et prise en compte

Les travaux, tels que décrits au présent article, font l'objet du prix unitaire n° **8** du Détail estimatif pour ce qui concerne les déchets type **METAUX**. Ce prix s'applique au **forfait.**

Les travaux, tels que décrits au présent article, font l'objet du prix unitaire n° **9** du Détail estimatif pour ce qui concerne les déchets type **BOIS**. Ce prix s'applique au **forfait.**

Les travaux, tels que décrits au présent article, font l'objet du prix unitaire n° **10** du Détail estimatif pour ce qui concerne les déchets type **GRAVATS**. Ce prix s'applique au **forfait.**

Les travaux, tels que décrits au présent article, font l'objet du prix unitaire n° **11** du Détail estimatif pour ce qui concerne les déchets type **DECHETS MENAGERS**. Ce prix s'applique au **forfait.**

3.5 – déstructuration du revêtement bitumineux

3.5.1 Quantités-dimensionnement

Les travaux consistent à dégrader en totalité le revêtement bitumineux partiellement dégradé afin de permettre une lente colonisation de la végétation.

Ce revêtement bitumineux a bénéficié au préalable d'un diagnostic amiante et HAP

Le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux avec caractérisation des enrobés de voiries (amiante et/ou HAP) est joint en annexe.

Dans la mesure où il n'a pas d'amiante et un taux HAP faible, il est demandé de procéder à une simple déstructuration mécanique.

La surface de revêtement à déstructurer est de l'ordre de **2 000 m²**.

3.5.2 Mode opératoire -Prescriptions techniques

Les travaux de déstructuration de ce revêtement se feront de manière mécanisée à priori par des opérations de scarification avec les griffes d'un godet de pelle mécanique sur l'ensemble du revêtement du site, puis de procéder à un régalinge de la surface ainsi déstructurée.

3.5.3 Mode d'évaluation et prise en compte

Les travaux, tels que décrits au présent article, font l'objet du prix unitaire n° **12** du Détail estimatif. Ce prix s'applique au **forfait**.

3.6 – comblement des fosses et terrassements de parachèvement

3.6.1 Quantités-dimensionnement

Les travaux consistent à combler les fosses et trous qui sont la conséquence des opérations de démantèlement ou d'évacuation des déchets tels que prévues dans les paragraphes ci-avant. Les matériaux de comblement seront préférentiellement des déchets non inertes tels que pierres de tailles ou béton non armé qui par conséquent ne seront pas évacués.

Puis des terrassements de parachèvement seront effectués sur l'ensemble du site pour masquer les blessures paysagères qui sont la conséquence des opérations effectuées précédemment.

3.6.2 Mode opératoire -Prescriptions techniques

Les travaux de comblement des fosses et en particulier les bâtiments repérés annexes B et G sont réalisés à partir de matériaux de démolition inertes et préférentiellement les bétons non armés, moellons ciments et pierres de taille.

La granulométrie qui sera mise en œuvre pour les comblements devra être homogène de manière à pouvoir procéder par la suite à un compactage léger des comblements.

Les cavités ou trous qui pourraient être apparues au cours de démantèlement des bâtiments type enlèvement des

fondations ou dalles seront traitées de la même manière.

A la suite de quoi, des travaux de terrassements de parachèvement sont à prévoir pour remodeler l'ensemble du site et redonner un aspect paysager naturel.

Il n'est pas prévu d'apport de terre végétale sur les lieux mais l'entreprise devra utiliser les matériaux existants sur place afin d'arriver à un résultat final acceptable qui fera l'objet d'un constat contradictoire avec le maître d'œuvre.

3.6.3 *Mode d'évaluation et prise en compte*

Les travaux, tels que décrits au présent article, font l'objet du prix unitaire n° **13** du Détail estimatif. Ce prix s'applique au **forfait**.

3.7 – travail paysager sur escalier central

3.7.1 *Quantités-dimensionnement*

Un escalier central d'une longueur d'environ 30 ml est conservé sur le site. Pour assurer une meilleure intégration paysagère de celui-ci, les travaux consistent à mettre en place en bordure de cet escalier et des deux côtés, des blocs de pierre de taille de grosseurs différentes sur l'ensemble de sa longueur. Les blocs sont issus des démolitions tel que décrit précédemment.

3.7.2 *Mode opératoire -Prescriptions techniques*

Les travaux consistent dans un premier temps de décaisser ponctuellement les cotés de l'escalier pour permettre d'accueillir et de caler les blocs rocheux.

Dans un second temps, il convient de caler des blocs rocheux de grosseurs différentes dans ce linéaire ainsi travaillé et de les caler.

Le résultat recherché est que l'escalier soit moins en surplomb visuellement et bordé de blocs pour donnant l'impression qu'il a été « taillé » sur le site.

3.7.3 *Mode d'évaluation et prise en compte*

Les travaux, tels que décrits au présent article, font l'objet du prix unitaire n° **14** du Détail estimatif. Ce prix s'applique au **forfait**.

ARTICLE 4 – PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE 1 – EVACUATION DU REVETEMENT BITUMINEUX

4.1.1 *Quantités-dimensionnement*

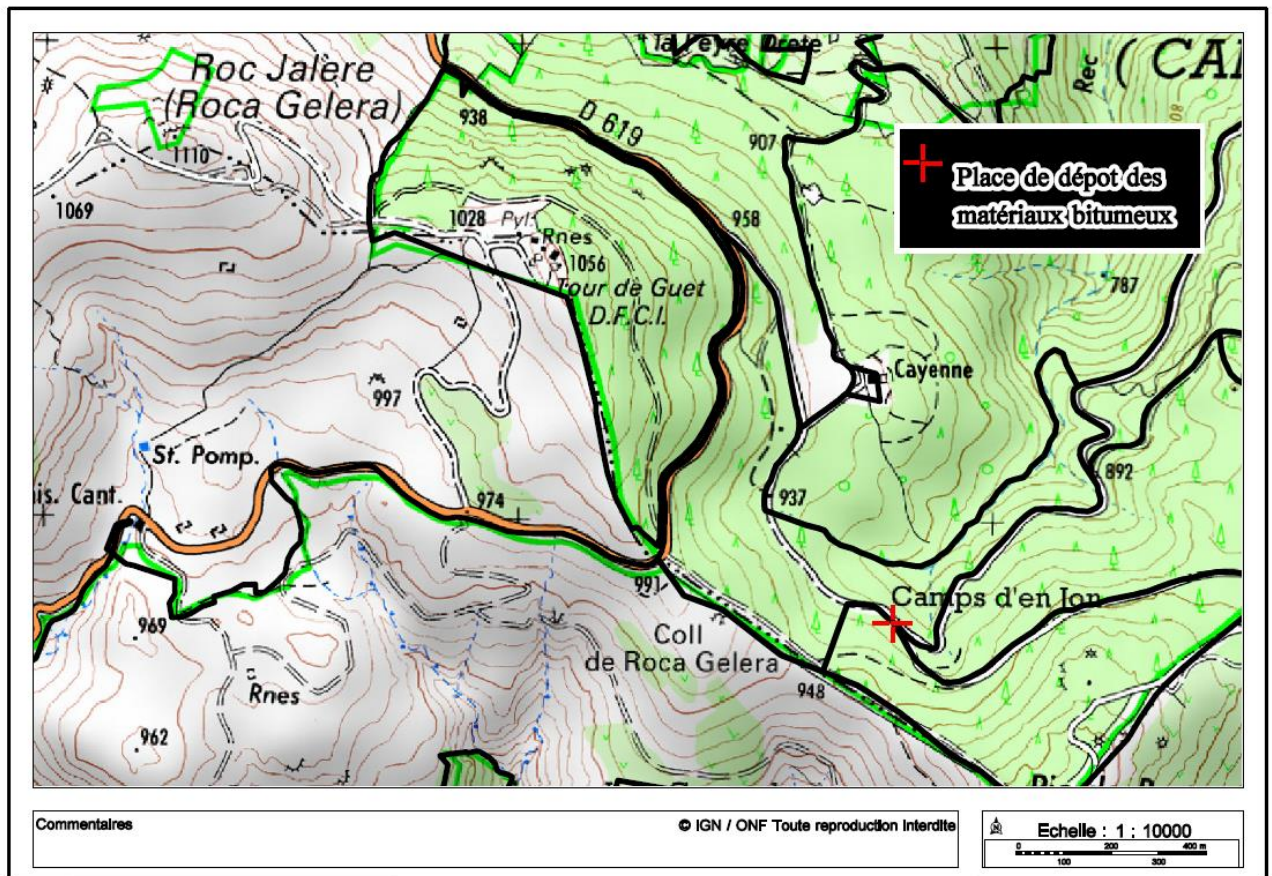
Le paragraphe 3.5 de la tranche ferme décrit la déstructuration du revêtement bitumineux en laissant les matériaux sur place.

Compte tenu du diagnostic Amiante / HAP, ce matériau est revalorisable pour des travaux routiers. Il est donc demandé d'acheminer ce matériau en dehors du site.

4.1.2 Mode opératoire -Prescriptions techniques

Les travaux consistent par conséquent à riper le revêtement bitumineux, à le rassembler et l'acheminer à une distance d'environ 4 kilomètres du site selon les indications qui seront fournies par le maître d'œuvre.

Le matériau sera versé en tas sur ce site sans mis en œuvre particulière.



4.1.3 Mode d'évaluation et prise en compte

Les travaux, tels que décrits au présent article, font l'objet du prix unitaire n° 16 du Détail estimatif. Ce prix s'applique au **forfait**.

ARTICLE 5 – ANNEXES

5.1. ANNEXE 1 : Plans de situation et plan de masse

5.2. ANNEXE 2 : Rapports de mission Amiante-Plomb.

5.3. ANNEXE 3 : Rapports de mission Amiante / HAP pour revêtement bitumineux.